

ARRÊTÉ

Service : Prévention et tranquillité publique

Références : E.L.

N° 227-2026

Objet : INTERDICTION DE CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT – 8-10 RUE LEMARIE – LE DIMANCHE 26 AVRIL 2026 DE 08H00 - 12H00.

Le Maire de la Ville de Couëron,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la route ;

Considérant la commémoration « journée nationale du souvenir des victimes et des héros de la déportation » à proximité de la plaque commémorative située au 10 rue Lemarié organisée par la Ville le 26/04/2026 ;

Considérant qu'afin d'assurer un bon déroulement à cette cérémonie il y a lieu d'interdire le stationnement ;

arrête

Article 1 : Le stationnement sera interdit devant le 8 et le 10 rue Lemarié le dimanche 26 avril 2026 de 08h00 à 12h00.

Article 2 : La signalisation réglementaire sera mise en place par les services municipaux. Le présent arrêté devra être affiché à proximité de la zone impactée 48 heures avant le début de l'occupation afin d'informer les riverains.

Article 3 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par procès-verbal, et poursuivies conformément aux règlements en vigueur. Le stationnement de tout véhicule, au droit des aires affectées est considéré gênant et constitue une infraction au sens de l'article R417-10 paragraphe II 10° du Code de la Route.

Article 4 : Cette autorisation est accordée à titre précaire et révocable. Son retrait pourra intervenir sur décision de l'autorité municipale, à tout moment, si l'intérêt de la voirie, de l'ordre public ou de la circulation l'exige, ou en cas de manquement aux obligations prévues par cet arrêté.

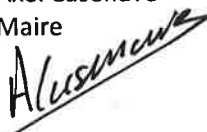
Article 5 : Madame la directrice générale des services, Monsieur le commandant de la brigade de gendarmerie de Couëron et les agents de la police municipale, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 6 : Le présent arrêté sera affiché et publié conformément aux articles L 2131-1 et L 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.



A Couëron, le 13 AVR. 2026

Axel Casenave
Maire



Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nantes (6 allée de l'île Gloriette, 44000 Nantes) ou par télérecours <https://citoyens.telerecours.fr/> dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Mis en ligne sur le site Internet de la ville du 13/04/2026 au 13/06/2026